

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 55

**Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale  
aux fins des négociations collectives dans les secteurs  
de l'éducation, des affaires sociales et des  
organismes gouvernementaux**

---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

Par M. JACQUES PARIZEAU

Président du Conseil du trésor

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi remplace la Loi sur les négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux.*

*Il a principalement pour objet de définir les rapports qui doivent être établis entre les parties patronale et syndicale aux fins des négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux.*

*À cette fin, il prévoit la possibilité pour les associations de salariés de se former en groupements et il détermine les groupements d'établissements de services de santé et de services sociaux ainsi que les groupements de commissions scolaires et de collèges. Il précise en outre les responsabilités respectives des comités patronaux de négociations et du Conseil du trésor.*

*Le projet établit également les modalités du partage des matières négociables à l'échelle nationale et celles négociables à l'échelle locale ou régionale dans les secteurs de l'éducation et des affaires sociales. Il détermine de plus les mécanismes de coordination relatifs aux organismes gouvernementaux.*

*Enfin, il est prévu que la loi proposée ne s'appliquera pas aux conventions collectives qui expirent avant le 1<sup>er</sup> juillet 1978.*

## Projet de loi n° 55

Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale  
aux fins des négociations collectives dans les secteurs  
de l'éducation, des affaires sociales et des  
organismes gouvernementaux

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

### CHAPITRE I

#### INTERPRÉTATION

**1.** Dans la présente loi, on entend par:

*a)* «associations de salariés»: une association de salariés comme l'entend le Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141);

*b)* «collège»: un collège institué en vertu de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (1966/1967, chapitre 71);

*c)* «commission scolaire»: une commission scolaire régionale, une commission scolaire centrale protestante, le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, le Bureau des écoles protestantes de Québec métropolitain, la Commission des écoles catholiques de Québec, la Commission des écoles catholiques de Montréal, toute commission scolaire régie par la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235) et tout autre organisme similaire désigné par le gouvernement pour l'application de la présente loi;

*d)* «convention collective»: une convention collective comme l'entend le Code du travail, ou ce qui en tient lieu ou un contrat de travail comme l'entend la Loi concernant le régime syndical applicable à la Sécurité du Québec (1968, chapitre 19);

e) «enseignant»: un instituteur comme l'entend la Loi de l'instruction publique ou un membre du personnel enseignant d'un collège;

f) «établissement»: un établissement public comme l'entend la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48), un établissement privé conventionné comme l'entend ladite loi, un établissement privé qui a conclu avec le ministre des affaires sociales un contrat prévu à l'article 133 de ladite loi et tout organisme qui fournit des services à un établissement conformément à ladite loi et est déclaré par le gouvernement être assimilé, pour l'application de la présente loi, à un établissement tel que l'entend la Loi sur les services de santé et les services sociaux;

g) «groupement d'associations de salariés»: toute union, fédération, corporation ou autre organisation à laquelle une association de salariés représentant des personnes visées par la présente loi adhère, appartient ou est affiliée;

h) «groupement de commissions scolaires» ou «groupement de collèges»: toute association, fédération ou autre organisation dont la majorité des commissions scolaires pour catholiques ou des commissions scolaires pour protestants ou des collèges font partie et qui est jugée représentative de ces commissions scolaires ou de ces collèges par le ministre de l'éducation, si elle n'est pas déjà ainsi reconnue par la loi;

i) «groupement d'établissements»: toute union, fédération, confédération ou autre organisation dont un établissement fait partie et qui est jugée par le ministre des affaires sociales être représentative d'une catégorie ou de plusieurs catégories d'établissements, si elle n'est pas déjà ainsi reconnue par la loi;

j) «organisme gouvernemental»: un organisme visé dans l'annexe.

## CHAPITRE II

### LES SECTEURS DE L'ÉDUCATION ET DES AFFAIRES SOCIALES

#### SECTION I

##### LE MODE DE NÉGOCIATION

**2.** Le présent chapitre s'applique à toute convention collective liant une association de salariés et une commission scolaire, un collège ou un établissement.

Les stipulations d'une telle convention collective sont négociables et agréées à l'échelle nationale ou à l'échelle locale ou régionale conformément aux dispositions qui suivent.

**3.** Les stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale portent sur toutes les matières que contient la convention collective visée à l'article 2. Elles prévoient toutefois que certaines matières sont susceptibles de faire l'objet d'arrangements au sens de l'article 4 ou de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale conformément à l'article 5.

**4.** Les parties à une convention collective visée dans l'article 2 peuvent négocier et agréer à l'échelle locale ou régionale des arrangements relatifs à la mise en oeuvre des stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale, dans la mesure où ces dernières y pourvoient.

**5.** Les parties à une convention collective visée dans l'article 2 peuvent négocier et agréer à l'échelle locale ou régionale des stipulations portant sur des matières définies dans les stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale entre le deux cent soixante-dixième et le cent quatre-vingtième jour précédant la date d'expiration de la convention collective.

Les matières qui n'ont pas ainsi été définies à l'expiration de ce délai font l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

**6.** Aux fins de la négociation d'une convention collective liant une association de salariés et une commission scolaire ou un collège, les catégories suivantes du personnel forment des groupes distincts:

- a) les enseignants;
- b) le personnel professionnel non enseignant; et
- c) le personnel de soutien.

## SECTION II

### LES AGENTS NÉGOCIATEURS

#### § 1.—*La partie syndicale*

**7.** Une association de salariés faisant partie d'un groupement d'associations de salariés négocie et agréee, par l'entremise d'un agent-négociateur nommé par ce groupement, les stipulations visées dans l'article 3.

**8.** Une association de salariés qui ne fait pas partie d'un groupement d'associations de salariés négocie et agréee, par l'entremise d'un agent-négociateur qu'elle nomme, toutes les stipulations que contient la convention collective visée dans l'article 2.

**9.** Les stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale par un groupement d'associations de salariés lient toute nouvelle association de salariés qui s'affilie à ce groupement durant la durée de la convention collective.

## § 2.—*La partie patronale*

**10.** Sont institués des comités patronaux de négociations dans le secteur de l'éducation et un comité patronal de négociations dans le secteur des affaires sociales.

**11.** Les comités patronaux ont pour fonction, sous l'autorité déléguée du ministre de l'éducation ou du ministre des affaires sociales, de négocier et d'agréer les stipulations visées dans l'article 3.

À cette fin, ils élaborent les projets de propositions de négociations, requièrent du Conseil du trésor des mandats de négociations et, dans le cadre des mandats que ce dernier détermine, organisent, dirigent et coordonnent les négociations de la partie patronale avec les groupements d'associations de salariés ou, suivant le cas, avec les associations de salariés.

### *1. Les groupements de commissions scolaires et les groupements de collèges*

**12.** Les groupements de commissions scolaires pour catholiques, les groupements de commissions scolaires pour protestants, les groupements de collèges et le ministre de l'éducation désignent leurs représentants au comité patronal de négociations institué pour les commissions scolaires pour catholiques, au comité patronal institué pour les commissions scolaires pour protestants et au comité patronal institué pour les collèges.

Ces représentants conviennent d'ententes sur les modalités de fonctionnement de chacun des comités et en désignent le président et le vice-président. L'une de ces deux dernières personnes doit nécessairement représenter le groupement de commissions scolaires ou de collèges en cause et l'autre le ministre. Ces ententes doivent prévoir notamment le mode de financement des comités, la durée du mandat des membres et, s'il y a lieu, leur rémunération de même que celle de leurs agents. La signature du président du Conseil du trésor confirme l'engagement du gouvernement à l'égard de telles ententes.

**13.** Les stipulations négociées et agréées par les comités patronaux lient, selon le cas, toutes les commissions scolaires pour catholiques, toutes les commissions scolaires pour protestants ou tous les collèges.

**14.** Les stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale sont signées par le ministre de l'éducation ainsi que par le président et le vice-président du comité patronal de négociations en cause.

## *2. Les groupements d'établissements*

**15.** Les groupements d'établissements et le ministre des affaires sociales désignent leurs représentants au comité patronal de négociations pour le secteur des affaires sociales.

Ces représentants conviennent d'une entente sur les modalités de fonctionnement du comité et désignent un président et un vice-président dont l'un doit nécessairement représenter les groupements d'établissements et l'autre le ministre. Cette entente doit prévoir notamment le mode de financement du comité, la durée du mandat des membres et, s'il y a lieu, leur rémunération ainsi que celle de ses agents. La signature du président du Conseil du trésor confirme l'engagement du gouvernement à l'égard d'une telle entente.

**16.** Les stipulations négociées et agréées par le comité patronal de négociations lient l'ensemble des établissements.

**17.** Les stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale sont signées par le ministre des affaires sociales de même que par le président et le vice-président du comité patronal de négociations.

## *3. Le conseil du trésor*

**18.** Conformément aux orientations déterminées par le gouvernement, le Conseil du trésor:

a) assure le suivi des négociations des stipulations visées dans l'article 3 et, à cette fin, peut déléguer un observateur aux séances de négociations;

b) détermine les mandats de négociations des comités patronaux;

c) exerce, aux fins des négociations visées dans le paragraphe a), les autres pouvoirs que lui confère la loi.

**19.** Le Conseil du trésor invite le ministre de l'éducation ou, suivant le cas, le ministre des affaires sociales, à participer à ses

délibérations lorsqu'elles portent sur les négociations visées dans l'article 3.

## CHAPITRE III

### LE SECTEUR DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

#### SECTION I

##### LA PARTIE SYNDICALE

**20.** Une association de salariés négocie et agréée, par l'entremise d'un agent-négociateur qu'elle nomme, toutes les stipulations d'une convention collective la liant à un organisme gouvernemental.

#### SECTION II

##### LA PARTIE PATRONALE

**21.** Avant d'entreprendre avec une association de salariés la négociation d'une convention collective, un organisme gouvernemental soumet au ministre responsable un projet de politique de rémunération et de conditions de travail.

Le ministre soumet cette politique à l'approbation du Conseil du trésor.

**22.** La politique de rémunération approuvée avec ou sans modification par le Conseil du trésor lie l'organisme gouvernemental qui est tenu de s'y conformer.

**23.** Les dispositions des articles 18 et 19 s'appliquent, en les adaptant, à un organisme gouvernemental.

**24.** Un organisme gouvernemental négocie, agréée et signe une convention collective dans le cadre défini en application des articles 21, 22 et 23.

**25.** Le gouvernement peut retrancher de l'annexe un organisme qui y figure ou y ajouter tout organisme qu'il désigne.



## CHAPITRE IV

## DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**26.** La présente loi ne s'applique pas aux négociations visant au renouvellement d'une convention collective liant une association de salariés et une commission scolaire, un collège, un établissement ou un organisme gouvernemental, si cette convention collective ou ce qui en tient lieu expire avant le 1<sup>er</sup> juillet 1978.

**27.** Sous réserve de l'article 26, la présente loi remplace la Loi sur les négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux (1974, chapitre 8).

**28.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

## ANNEXE

- La Commission des droits de la personne;
- Les commissions de formation professionnelle de la main-d'oeuvre;
- La Commission des services juridiques;
- Les corporations d'aide juridique;
- Hydro-Québec et celles de ses filiales que désigne le gouvernement;
- La Société des alcools du Québec;
- La Société des traversiers du Québec;
- La Sûreté du Québec.